MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE ET MINISTÈRE DES FINANCES

ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL N°CAB/MIN/EDD/004/2020 ET N° CAB/MIN/FINANCES/2020/071 DU 24 JUILLET 2020 PORTANT FIXATION DES TAUX DES DROITS, TAXES ET REDEVANCES EN MATIÈRE D'INSTALLATION CLASSÉE DE LA CATÉGORIE I.A À PERCEVOIR À L'INITIATIVE DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LE MINISTRE DES FINANCES

Vu la Constitution de la République Démocratique du Congo, telle que modifiée par la Loi n°11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution, spécialement en son article 93;

Vu la Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier, telle que modifiée et complétée par la Loi n°18/001 du 09 mars 2018 ;

Vu la Loi n°1l/009 du 09 juillet 2011 portant principes fondamentaux relatifs à la protection de l'environnement ;

Vu la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux Finances publiques ;

Vu l'Ordonnance-loi n° 13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu l'Ordonnance-loi n° 18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu l'Ordonnance n° 19/056 du 20 mai 2019 portant nomination d'un Premier Ministre ;

Vu l'Ordonnance 19/077 du 26 août 2019 portant nomination des Vice-premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres, des Ministres délégués et des Vice-ministres ;

Vu l'Ordonnance n°20/016 du 27 mars 2020 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement, ainsi qu'entre les membres du Gouvernement;

Page 560 sur 753

Vu l'Ordonnance n°20/017 du 27 mars 2020 fixant les attributions des Ministères ;

Vu le Décret n°007/2002 du 02 février 2002 relatif au mode de paiement des dettes envers l'Etat, tel que modifié et complété par le Décret n°011/11 du 14 avril 2011 ;

Vu le Décret n°13/015 du 29 mai 2013 portant réglementation des installations classées, tel que modifié et complété à ce jour ;

Vu le Décret n°038/2003 du 26 mars 2003, portant Règlement minier, tel que modifié et complété par le Décret n°18/24 du 08 juin 2018 ;

Vu la nécessité et l'urgence ;

ARRETENT

- Article 1 : Le présent Arrêté fixe les taux des droits, taxes et redevances sur les installations classées de la catégorie l.a à percevoir à l'initiative du Ministère de l'Environnement et Développement Durable.
- Article 2 : Les taux des droits, taxes et redevances à percevoir en matière d'installation classée de la catégorie I.a, sont fixés en Dollar américain (USD), payables en Franc congolais, au taux officiel du jour, suivant les tableaux en annexes 1 et 2 du présent Arrêté.
- Article 3 : L'implantation, la modification, la cession ou le transfert d'une installation classée est subordonnée à l'obtention préalable d'un permis d'exploitation.
- Article 4 : Sans préjudice des dispositions de l'article 11 du Décret n°13/015 du 29 mai 2013 portant réglementation des installations classées, tel que modifié et complété à ce jour, l'obtention d'un permis d'exploitation est subordonnée au paiement préalable de la taxe d'implantation augmentée de la taxe rémunératoire annuelle.

En cas de perte d'un permis d'exploitation, par force majeure dûment établie, l'exploitant bénéficie d'un nouveau permis, sans paiement de la taxe d'implantation, moyennant présentation d'une attestation (procès-verbal) de perte délivrée par l'autorité compétente, dans le mois de la perte du permis.

Hormis le cas de force majeure susvisé, l'obtention d'un nouveau permis est à titre onéreux, dans le respect des conditions prévues par les articles 9 et 21 du Décret précité, y compris le changement de dénomination ou de raison sociale, la transformation, la cession et le transfert d'une installation classée dans un endroit autre que celui déterminé dans l'ancien permis d'exploitation.

Article 5 : Les taxes d'implantation et rémunératoire annuelle sont calculées par nature d'activité, sur base de la capacité installée. Toute zone de stockage ou d'entreposage à ciel ouvert doit être délimitée par un marquage bien visible. Hormis le parc à conteneurs, la hauteur de cette zone est censée ne pas dépasser trois (3) mètres, à l'exclusion du parc à grume et bois sciés, dont la hauteur ne peut pas dépasser deux mètres et demi (2,5m).

Page 561 sur 753

Tout manquement à cette obligation donne lieu à des pénalités de 25% des taxes dues.

Dans le secteur de transport terrestre, fluvial, aérien, maritime, ferroviaire et lacustre, l'élément de l'assiette taxable est le tonnage transportable du véhicule, de l'unité navigante, de l'unité ferroviaire ou volante.

Article 6 : La taxe de pollution est calculée en fonction de chaque activité polluante de l'installation concernée, telle que spécifiée à l'annexe 2 du présent Arrêté.

> En attendant la réglementation spécifique déterminant le seuil de pollution, l'assiette et les taux de la taxe de pollution sont fixés de manière forfaitaire.

> Dans le secteur de transport, la taxe de pollution est calculée uniquement sur la puissance force motrice du véhicule, de l'unité navigante, de l'unité ferroviaire ou volante.

- Article 7 : Tout exploitant d'une installation classée de la catégorie I.a déjà implantée est tenu de déposer sa déclaration des éléments taxables, liée aux Taxes rémunératoire annuelle et de pollution ainsi que leurs évolutions auprès du service compétent du Ministère chargé de l'Environnement, au plus tard le 31 mars de l'exercice en cours.
- Article 8 : Les taxes rémunératoires annuelles et de pollution, liées au permis d'exploitation, sont payables au plus tard le 30 juin. Dépassé ce délai, il est appliqué des amendes transactionnelles allant de 50 à 100% de la taxe, lorsque le non-paiement est constaté au cours de l'exercice, et de 100 à 200%, lorsque l'exercice est complètement clos.
- Article 9 : Sans préjudice des autres sanctions prévues dans les textes légaux et réglementaires en vigueur, l'exploitation illicite, la transformation ou la modification d'une installation classée ou le changement de procédès de fabrication entraînant des dangers ou inconvénients est passible d'une amende transactionnelle allant de 100.000.000 à 250.000.000 de Franc congolais.
- Article 10 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent Arrêté.
- Article 11 : Le Secrétaire général à l'Environnement et Développement Durable ainsi que le Directeur général des recettes administratives, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à Kinshasa, le 24 juillet 2020.

Le Ministre de l'Environnement et Développement Durable Claude Nyamugabo Bazibuhe

> Le Ministre des Finances Sele Yalaghuli

> > Page 562 sur 753

Annexe 1 à l'Arrêté interministériel n°...CAB/MIN/EDD/004/2020 et n°CAB/MIN /FINANCES/2020/071 du 24 juillet 2020 portant fixation des taux des taxes d'implantation et rémunératoire annuelle en matière d'installation classée de la catégorie I.a à percevoir à l'initiative du Ministère de l'Environnement et Développement Durable

A.1.Machine Génératrice ou	Réceptrice et Engin statique	
	Taxe d'Implantation/USD	Taxe Rémunératoire Annuelle/USD
De 7 à 7,9 CV	3,00/CV	2,00/CV
De 8 à 24,9 CV	2,00/CV	1,20/CV
De 25 à 50,9 CV	1,80/CV	1,00/CV
De 51 à 100,9 CV	1,50/CV	0,85/CV
De 101 à 200 CV	1,00/CV	0,50/C\
De plus de 200 CV	0,75/CV	0,25/C\
A.2.Transformateur Statique	ou Dynamique	
De 0 à 69 CV	1,50/CV	0,85/CV
De plus de 69 CV	0,75/CV	0,25/C\
	B. STOCKAGE	
E	Taxe d'Implantation/USD	Taxe Rémunératoire Annuelle/USD
B.1. Produit chimique toxiqu	e	
De 0 à 10,99 m ³	10,00/m³	8,00/m
De 11 à 100,99 m³	7,00/m³	4,00/m
De 101 à 10.000,99m ³	2,50/m³	2,00/m
De 10.001à 100.000m³	2,00/m³	1,00/m
Plus de 100.000 m ³	1,00/m*	0,50/m
B.2. Tout autre produit chim	ique	
De 0 à 10,99 m³	7,50/m³	4,00/m
De 11 à 100,99 m'	3,50/m³	2,50/m
De 101 à 10.000,99 m³	2,00/m³	1,00/m
De 10.001 à 100.000 m ⁵	1,00/m³	0,50/m

Page 563 sur 753

0,75/m³	0,33/m ³
Taxe	
Taxe	
d'Implantation/USD	Taxe Rémunératoire Annuelle/USD
10,50/m³	5,50/m ³
	2,00/m³
	0,50/m3
1,00/m³	0,11/m³
6,00/m ³	4,00/m ³
3.00/m³	2,00/m ³
	1,00/m³
	0,75/m
.5m)	220
2,00/m ³	1,50/m
The second secon	0,85/m
2,50/m ³	1,28/m
Azote/CO2)	
	1,50/m
2,007 111	
2.50/m³	2,00/m
1.80/m*	1,20/m
1,000	
im)	
10,00/m ³	6,00/m
5,00/m ³	3,00/m
2,00/m3	1,50/m
ais (en exploitation comme mati	ières premières)
50.000/PE	30.000/14
75.000/PE	50.000/PI
100.000/PE	70.000/PI
İs	
200,00/m³	100,00/m
150,00/m³	75,00/m
100,00/m³	50,00/m
tation comme matière première)	
1,50/m³	0,80/n
1,00/m³	0,50/n
	2,00/m
és	1,50/π
	5,00/m³ 2,00/m³ 1,00/m³ 6,00/m³ 3,00/m³ 2,00/m³ 1,00/m³ 1,00/m³ 2,50/m³ 2,50/m³ 2,50/m³ 2,50/m³ 1,80/m³ 2,50/m³ 3m) 1,00/m³ 2,50/m³ 2,50/m³ 1,80/m° 1,80/m° 1,80/m° 1,80/m° 1,80/m° 1,000/pE 75,000/PE 100,000/PE 100,000/PE 150,000/PE

Page 564 sur 753

Page 565 sur 753

Plus de 50 têtes

d. Ferme petit bétail
 Plus de 100 têtes

Page 566 sur 753

60,00/PE

20,00/PE

100,00/PE

50,00/PE

e. Ferme avicole			
- Plus de 2.500 têtes	50,00/PE	20,00/PE	
	N. AGRO-ALIMENTAIRE	TO MARKET THE	
	Taxe d'Implantation/USD	Taxe Rémunératoire Annuelle/USD	
Boulangerie - Avec four à bois - Avec four à gasoil - Avec four électrique (voir activité avec force motrice)	100,00/PE 150,00/PE	80,00/PE 90,00/PE	
O. INS	TALLATION MEDICO-SAN	make the second of the second	
	Taxe d'Implantation/USD	Taxe Rémunératoire Annuelle/USD	
Dispensaire ou Centre de santé	100,00/PE	80,00/PE	
Cabinet spécialisé	300,00/PE	150,00/PE	
Imagerie médicale	150,00/PE	100,00/PE	
Hôpital, clinique ou polyclinique	200,00/PE	150,00/1	
Pharmacie	100,00/PE	80,00/PE	
Officine pharmaceutique	50,00/PE	40,00/PE	
Dépôt de vente des produits pharmaceutiques	6,00/m ²	3,00/m ²	
Dépôt de vente des produits vétérinaires	6,00/m ²	$3,00/m^2$	
Clinique ou polyclinique vétérinaire	120,00/PE	50,00/PE	
Cabinet vétérinaire spécialisé	80,00/PE	60,00/PE	
Dépôt de stockage des produits pharmaceutiques	3,00/m ³	2,00/m³	
Magasin vente matériels médicaux	250,00/PE	150,00/PE	
Magasin vente réactifs de laboratoire	250,00/PE	150,00/PE	
	P. LABORATOIRE		
	Taxe d'Implantation/USD	Taxe Rémunératoire Annuelle/USD	
Laboratoire d'analyse et/ou de recherche scientifique	120,00/Unité	60,00/Unite	
Laboratoire de fabrication médico- sanitaire	100,00/Unité	50,00/Unite	
Q. STUDIO PHOTOS AV	EC TRAITEMENT, BUAND	ERIE OU BLANCHISSERIE	
	Taxe d'Implantation/USD	Taxe Rémunératoire Annuelle/USD	

Page 567 sur 753

tes Coordonnés de la DGRAD	Mars 2024	Page 568 sur 7
Studio photo avec traitement	100,00/PE	70,00/PE
Buanderie ou blanchisserie	150,00/PE	100,00/PE
R. B.	ASSIN DE DECANTATION (Rejet)
	Taxe d'Implantation/USD	Taxe Rémunératoire Annuelle/USD
Bassin de décantation (Rejet)	3.000,00/Unité	2.000,00/Unité
	S. INCINERATEUR	
Incinérateur	50,00/Unité	30,00/Unité

Fait à Kinshasa, le 24 juillet 2020.

Le Ministre de l'Environnement et Développement Durable Claude Nyamugabo Bazibuhe

Le Ministre des Finances Sele Yalaghuli

Page 568 sur 753

Annexe 2 à l'Arrêté interministériel n°...CAB/MIN/EDD/004/2020 et n°
CAB/MIN/FINANCES/ 2020/071 du 24 juillet 2020 portant fixation des taux de la taxe de pollution en matière d'installation classée de la catégorie I. a à percevoir à l'initiative du Ministère de l'Environnement et Développement Durable

A. ACTIVITES AVEC FORCE MO	
A.1. Machine génératrice ou réceptrice, Transformateur et En	
De 7 à 100,99 CV	135,00
De 101 à 499,99 CV	240,00
De 500 à 1.000 CV	460,00
De plus de 1.000 CV	1.000,00
B. STOCKAGE	
B.1. Produit chimique toxique	
De 1 à 100,99 m ³	6,00/m ³
De 101 à 1000,99 m ⁵	4,00/m ³
De 1.001 à 10.000 m ³	2,00/m³
Plus de 10.000 m ³	1.00/m³
B.2. Tout autre produit chimique	
De 1 à 100,99 m³	4,00/m
De 101 à 1000 m³	2,00/m ³
De 1.001 à 10.000 m ³	1,00/m
Plus de 10.000 m ³	0.50/m
B.3. Inflammable liquide	
De 25,001 à 100,99 m ³	5,00/m
De 101 à 1000 m ³	3,00/m
De 1.001 à 10.000 m³	2,00/m
Plus de 10.000 m ³	1,00/m
B.4. Inflammable solide	
De 25,001 à 100,99 m ³	2,50/m
De 101 à 1000 m ⁵	1,50/m
De 1.001 à 10.000 m ⁵	1,00/m
Plus de 10.000 m ⁵	0.50/m
B.5. Parc à grumes LxlxH (H ≤ 2,5m)	
De 1 à 100,99 m³	1,50/m

Page 569 sur 753

Entrepôt public de douane (ex. entrepôt public concédé)

Page 570 sur 753

0,50/m3

Page 571 sur 753

Textes Coordonnés de la DGRAD	Mars 2024	Page 572 sur 753
Ferme gros bétail		
- Plus de 50 têtes		70,00/PE
Ferme petit bétail		
- Plus de 100 têtes		50,00/PE
Ferme avicole		
- Plus de 2.500 têtes		30,00/PE
	O-ALIMENTAIRE	
Boulangerie :		
- Avec four à bois		100,00/PE
- Avec four à gasoil		150,00/PE
- Avec four électrique		200,00/PE
	DICO-SANITAIRE	
Dispensaire ou Centre de santé		100,00/PE
Cabinet spécialisé		80,00/PE
Imagerie médicale		100,00/PE
Hôpital, clinique ou polyclinique		150,00/PE
Pharmacie		30,00/PE
Officine pharmaceutique		15,00/PE
Dépôt de vente de produits pharmaceutiques		3,50/m ²
Dépôt de vente de produits vétérinaires		2,00/m ²
Clinique ou polyclinique vétérinaire		60,00/PE
Cabinet spécialisé vétérinaire		60,00/PE
Dépôt de stockage de produits pharmaceutiques		4,00/m
Magasin de vente de matériels médicaux		60,00/PE
Magasin de vente de réactifs de laboratoire		60,00/PE
Q.	LABORATOIRE	
Laboratoire d'analyse et/ou de recherche scie	entifique	100,00/Unite
Laboratoire de fabrication médico-sanitaire		200,00/Unite
R. STUDIO PHOTOS AVEC TRAIT	TEMENT, BUANDERI	E OU BLANCHISSERIE
Studio photo avec traitement		80,00/PE
Buanderie ou blanchisserie	- The same of the	100,00/PE
S. 1	NCINERATEUR	The system and the system and
Incinérateur		50,00/Unit

Fait à Kinshasa, le 24 juillet 2020.

Le Ministre de l'Environnement et Développement Durable Claude Nyamugabo Bazibuhe

> Le Ministre des Finances Sele Yalaghuli

> > Page 572 sur 753

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE ET MINISTÈRE DES FINANCES

Mars 2024

ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL N°CAB/MIN/EDD/2020/005 ET N°CAB/MIN/FINANCES/2020/066 DU 24 JUILLET 2020 PORTANT FIXATION DES TAUX DES DROITS, TAXES ET REDEVANCES À PERCEVOIR À L'INITIATIVE DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE, EN MATIÈRE DE GESTION FORESTIÈRE

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LE MINISTRE DES FINANCES

Vu la Constitution de la République Démocratique du Congo, telle que modifiée par la Loi nº11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution du 18 février 2006, spécialement en son article 93 ;

Vu la Loi n°11/2002 du 29 août 2002 portant Code forestier ;

Vu la Loi n° 11/009 du 09 juillet 2011 portant principes fondamentaux relatifs à la protection de 1'environnement ;

Vu la Loi n°011/11 du 13 juillet 2011 relative aux Finances publiques ;

Vu l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du pouvoir central ;

Vu l'Ordonnance nº19/056 du 20 mai 2019, portant nomination d'un Premier ministre ;

Vu l'Ordonnance n° 19/077 du 26 août 2019 portant nomination des Vice-premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres, des Ministres délégués et des Vice-ministres ;

Vu l'Ordonnance n°20/016 du 27 mars 2020 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement, ainsi qu'entre les membres du Gouvernement;

Vu l'Ordonnance n°20/017 du 27 mars 2020 fixant les attributions des Ministres :

Page 573 sur 753